

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 155/DEF/DCCAT/AG/S

pour l'application du décret n° 86-416 du 12 mars 1986 fixant les conditions et les modalités de prise en charge par l'Etat des frais de voyage et de changements de résidence à l'étranger ou entre la France et l'étranger des agents civils de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif.

Du 18 mai 1989

CIRCULAIRE N° 155/DEF/DCCAT/AG/S pour l'application du décret n° 86-416 du 12 mars 1986 fixant les conditions et les modalités de prise en charge par l'Etat des frais de voyage et de changements de résidence à l'étranger ou entre la France et l'étranger des agents civils de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif.

Du 18 mai 1989

NOR D E F T 8 9 6 1 0 7 2 C

Références :

Décret 86-416 du 12 mars 1986 (1) modifié.

Arrêté interministériel du 14 mai 1986 (BOC, p. 4527).

Circulaire 2/E/80 du 30 juin 1986 (Abrogée le 1er mars 1991, BOC, p. 965).

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 255-1.2.5

Référence de publication : BOC, p. 2877.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles les personnels civils, gérés par des organismes de l'armée de terre, se rendant ou revenant d'un séjour à l'étranger, peuvent prétendre au remboursement de leur frais de changement de résidence (titre III du décret 86-416 du 12 mars 1986).

L'innovation réside dans la substitution du système de la forfaitisation au régime antérieur des frais réels, étant précisé que le personnel muté dispose, avec le procédé mis en place, d'une somme prédéterminée dont il lui appartient de tirer le meilleur parti possible.

I. REMBOURSEMENT DES FRAIS DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE.

1. Dépôt et transmission des demandes.

Les personnels mutés devront établir leur demande de prise en charge au moins deux mois avant la date présumée de leur départ.

Dans un souci d'allègement des tâches et de simplification des procédures, l'instruction des dossiers sera confiée à un organisme unique.

A cet effet, le commissariat administratif régional de l'armée de terre de la 1^{re} région militaire (*CARAT 1^{re} RM*) est désigné pour procéder au décompte des frais de changement de résidence des personnels civils en fonction au sein de l'armée de terre, se rendant ou revenant d'un séjour à l'étranger.

2. Constitution du dossier.

Le dossier de remboursement des frais de changement de résidence devra comporter les éléments suivants :

- demande de l'intéressé précisant si le logement occupé dans le nouveau poste sera vide, meublé ou partiellement meublé ;
- avis de mutation ;
- relevé d'identité bancaire ou postal ;
- fiche individuelle ou familiale d'état civil ;
- éventuellement :
 - attestation de mise en disponibilité si le conjoint est agent de l'Etat ;
 - attestation de l'employeur précisant que le conjoint ne peut prétendre à aucun droit à indemnité de changement de résidence.

II. PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE (IFCR).

1. Décompte de l'indemnité de changement de résidence.

Le *CARAT* de la 1^{re} *RM* procède au décompte des frais qu'implique la mutation à partir de la fiche figurant à l'annexe de la présente circulaire.

Le trésorier-payeur général pour l'étranger (*TPGE* de Nantes) étant l'unique comptable assignataire des dépenses afférentes aux versements de l'*IFCR*, la vérification, l'imputation des dépenses et les projets d'ordonnancement relèveront de la direction centrale du commissariat de l'armée de terre, sous-direction prévision, budget, finances, bureau dépenses rémunérations et soutien (*DRS*).

2. Versement de l'IFCR.

Le versement de l'indemnité (80 p. 100 du total) est effectué dès réception du décompte, donc dans les jours qui suivent la décision d'affectation.

Les dépenses de déménagement ouvrent éventuellement droit au versement de la solde de 20 p. 100 de l'*IFCR*, si elles atteignent les deux tiers de l'indemnité.

Les dossiers de demande de versement du solde de l'*IFCR* sont à adresser au *CARAT* de la 1^{re} *RM*, avec les pièces justificatives dans un délai maximal de six mois après la date à laquelle le poste a été rejoint.

Les pièces justificatives comprennent :

- les factures originales acquittées par les entreprises ;
- les connaissements maritimes correspondants ;
- les lettres de transport aérien.

Les dispositions de la présente circulaire prendront effet à compter du 1^{er} octobre 1989.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le commissaire général de division, directeur central du commissariat de l'armée de terre,

FOURNIER.

(1) BOC, p. 2684.

ANNEXE I.

Figure 1. DECOMPTE D'INDEMNITE DE CHANGEMENT DE RESIDENCE.

MINISTERE DE LA DEFENSE.

Direction centrale du commissariat
de l'armée de terre.

DECOMPTE D'INDEMNITE DE CHANGEMENT DE RESIDENCE.

NOM : Prénom : Grade :
Etat civil : Enfants à charge : Conjoint agent de l'Etat : (1) (*)
Lieu d'affectation : Actuel : Futur :
Statut logement : (2)
Décision d'affectation : Prise de fonctions :
Prévue le :
Banque : (3) N° de compte :

Droits en kgs (4)

Agent : Conjoint : Enfants : Total :

1er trajet : de (5) à kgs :

Route : forfait tonne/kilomètre : FF : (6)			
de	à	km	
de	à	km	
Air : (7)	Tarif/kg	Type (**)	
de	à		
de	à		

FF	a 1
FF	a 2
FF	a 3
FF	a 4

2e trajet : de (8) à kgs :

Route : forfait tonne/kilomètre : FF :			
de	à	km	
de	à	km	
Air :	Tarif/kg	Type (**)	
de	à		
de	à		

FF	a 5
FF	a 6
FF	a 7
FF	a 8
FF	b
FF	c
FF	d
FF	e
FF	f

Coût emballage :

Déballage : forfait/kg (9) × kg × 3

Assurance : (a + b) × 5 p. 100 = (10)

Abattement pour logement meublé : (11)

Abattement de 20 p. 100 : (12)

Montant à verser (a + b + c) - (d + e) (13)

Observations :

Monnaies utilisées

Taux de chancellerie

(14)		
(14)		

Signature du directeur de service du CARAT,

(*) Cf. notice.

(**) Type de tarifs : Général GCR.
Spécial GSR.
Ordre gouvernemental OG.

ANNEXE II.
NOTICE.

1 Conjoint agent de l'Etat :

Produire obligatoirement une attestation de mise en disponibilité.

Dans le cas contraire, joindre une attestation de l'employeur précisant que l'intéressé ne peut avoir droit au remboursement des frais de changement de résidence.

2 Statut logement futur :

Vide : sans abattement.

Partiellement meublé : 25 p. 100 d'abattement.

Entièrement meublé : 50 p. 100 d'abattement.

3 Fournir un *RIB* ou un *RIP*.

4 A déterminer d'après le tableau figurant au décret 86-416 du 12 mars 1986 et son modificatif, décret n° 88-871 du 29 juillet 1988 (BOC, p. 4807).

5 Aéroport international le plus proche.

6 Si l'aéroport se trouve à plus de 100 km de la résidence, il convient d'appliquer la formule prévue par l'arrêté interministériel du 14 mai 1986, le terme A correspondant au tarif *GCR* inclus dans le *TACT* rules orange.

Ce tarif paraît tous les deux mois. Il doit être commandé auprès de :

The Air Cargo Tariff, PO BOX 903, 2130 EA.

HOQFDORP

The Netherlands.

7 Il convient de comparer le tarif *TACT* correspondant à la construction géographique la plus avantageuse pour l'Etat avec éventuellement les tarifs « *OG* » Air France ou *UTA*.

Ordres gouvernementaux édités semestriellement par Air France et *UTA* :

(Air France : Direction *AF* Cargo, Orly fret 695

94394 Orly Aérogare Cedex

UTA : 50, rue Arago, 92606 Puteaux)

8 Eventuellement.

Ex. : s'il y a des enfants de plus de vingt ans, les droits sont calculés en fonction du lieu de repli en France sur la base des droits en poids X tarif *GCR*.

9 Consulter convention affaires étrangères-déménageurs, donnant le prix du kg transporté dans la tranche de poids correspondante. Cette convention est revalorisée annuellement.

10 Total $(a + b) \times 5 \text{ p. } 100 = c$.

11 A déterminer en fonction du logement occupé (voir « supra »).

12 Total $(a + b + c - d) \times 20 \text{ p. } 100$.

13 $80 \text{ p. } 100 \text{ restant} = f$.

14 A n'utiliser que dans le cas d'une mutation de l'étranger vers l'étranger ou vers la France. En effet, dans ce cas, le tarif (a) déterminé selon un taux moyen européen figurant au *TACT* en monnaie locale est ensuite converti en francs français au taux de chancellerie en vigueur au moment du décompte.